

OU



CERTIFIE ISO 9001

FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

DIRECTION GENERALE

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°012 /ASMI/FEICOM/DG/2023

DU 18 SEPT 2023

**POUR LA PREQUALIFICATION DES CABINETS CHARGES DE DEFINIR UN CADRE
DE PARTENARIAT ENTRE LE FEICOM ET LES COLLECTIVITES
TERRITORIALES DECENTRALISEES (CTD) POUR LA VALORISATION DU
SECTEUR AGRO-PASTORAL**

1-CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au Cameroun, les pouvoirs publics ont toujours accordé un intérêt particulier au développement du monde rural et au secteur agro-pastoral. Les plans quinquennaux adoptés et mis en œuvre dans la période 1960-90 témoignent de manière éloquent, de cette volonté de l'Etat camerounais, de faire du secteur rural le pilier de son développement.

Cette volonté manifeste et constante, prend en compte, le fait que ce secteur occupe 70% de la population camerounaise et participe à hauteur de 25% à la formation du PIB de notre pays. Ainsi, des politiques et de nombreuses stratégies ont été formulées dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des pêches, des forêts et de l'environnement, le but étant de consolider l'autosuffisance alimentaire, de diversifier les sources de devises et de participer à la croissance des autres secteurs. En même temps, l'on créerait des emplois, freinerait l'exode rural assurerait une redistribution des revenus en vendant la production et limiterait les importations, tout en renforçant le leadership du Cameroun en zone CEMAC, dans le domaine agro-pastoral.

Ces politiques et stratégies ont donné des résultats mitigés. En effet, le secteur primaire tarde à décoller. A cet égard, l'on peut noter la vulnérabilité du monde rural aux phénomènes naturels tel que le climat, la persistance de techniques et méthodes culturelles archaïques avec notamment le recours millénaire à la polyculture vivrière et aussi à la culture itinérante sur brulis qui appauvrit les sols, une main-d'œuvre familiale sans qualification, l'absence des financements et le vieillissement des populations et des plantations.

Toutefois, sans relâche mais en essayant de tirer des leçons des expériences passées, les pouvoirs publics continuent à proposer des politiques visant à renforcer ce secteur. Ces nouvelles politiques naissent pour l'essentiel des différents cadres stratégiques de l'action gouvernementale. En termes simples, l'on veut avec la SND30, moderniser les exploitations agricoles en trouvant par ce biais, le moyen de satisfaire la demande du monde agro-industriel.

En restant toujours dans le cadre de la SND30, l'objectif visé sera atteint par la création des filières prioritaires tels que le riz, le maïs, le cacao, le café, le coton, le sucre, l'huile de palme, l'hévéa, la banane-plantain, le lait, le bois et l'anacarde qui entrent directement dans les industries de transformation et rapportent des devises.

D'un autre côté, l'on s'intéressera également aux produits vivriers tels : le sorgho, la pomme de terre, le poisson et le miel qui sont consommés par les populations camerounaises et peuvent par ailleurs s'exporter sur le marché sous-régional.

La SND30 a aussi pour ambition de booster les produits agro-pastoraux de niches comme le poivre de Penja, le miel de Okou, l'agriculture biologique et les produits non ligneux. L'on prévoit également l'aménagement des centres d'alevinage, des étangs piscicoles et des retenues d'eau. Des actions seront également prises dans le but de préparer le passage à la mécanisation agricole. Pour renforcer le secteur primaire, l'Etat compte, dans le contexte de décentralisation dont l'approfondissement et l'accélération sont régulièrement prescrits dans les discours politiques, sur les Collectivités

Territoriales Décentralisées et leur principal organisme de soutien qui est le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM).

En effet, les dispositions de la loi N°2019/024 du 24 Décembre 2019 portant Code Général des CTD et celles du décret N°2018/635 du 31 Octobre 2018 portant réorganisation du FEICOM, sont sans équivoque à cet effet. Dans le cas des CTD, l'article 156 dudit Code Général, leur donne compétence dans la promotion des activités de production agricoles, pastorales, artisanales et piscicoles d'intérêt communal. Les Régions, suivant l'article 267 du même Code, quant à elles assurent les mêmes compétences. Dans cet ensemble, l'aménagement et l'entretien des infrastructures restent du ressort de l'Etat.

S'agissant du FEICOM, sa mission principale est de contribuer au développement harmonieux de toutes les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), sur la base de la solidarité nationale et de l'équilibre interrégional et intercommunal. Dans les faits, la vision du FEICOM à l'horizon 2025 intitulée « contribuer à faire des Collectivités Territoriales Décentralisées, un endroit où il fait bon vivre » intègre totalement les orientations gouvernementales dont il est fait état dans la SND30. De ce fait, l'on trouve en bonne place dans les objectifs prioritaires définis par le document de stratégie du FEICOM, « le financement durable des Collectivités Territoriales Décentralisées ».

Les concours financiers accordés par le FEICOM aux CTD depuis des décennies se sont traduits sur le terrain par des immeubles abritant les services municipaux, des adductions d'eau fournissant de l'eau potable à nos concitoyens, des infrastructures scolaires et sanitaires permettant de scolariser et d'assurer des soins de santé de qualité à une population jeune et en croissance, des espaces commerciaux facilitant l'approvisionnement en denrées et biens de première nécessité, des routes et infrastructures de franchissement rendant moins pénible la mobilité. Les interventions de cette institution quarantenaire, ont couvert tous les secteurs transférés aux Communes par l'Etat. Par ailleurs, cette institution a développé des produits financiers permettant de soutenir la croissance économique locale et a accompagné quelques initiatives de développement des chaînes de valeurs. C'est le cas du complexe agro-industriel de la Commune de Mbalmayo qui permet d'assurer la production et la transformation locales du cacao et du complexe aquacole de la Commune de Doumaintang. Pour trouver une solution globale en vue du décollage économique des Communes, l'institution a formulé un ambitieux Programme de Développement des Projets Communaux dans les secteurs Agro-pastoral et Halieutique à la suite d'une mission économique réalisée en Israël en 2017. La mise en œuvre de ce programme dans les 17 Communes pilotes s'est avérée difficile d'une part, du fait des coûts très élevés des prestations à réaliser et d'autre part, de la complexité du modèle économique proposé.

L'organisme, en vue d'appuyer l'action économique des Communes définie par le Code Général des CTD, a formulé en 2020 le Programme pour la Promotion du Développement Economique Local Durable (PRODELD) dont l'objectif général est d'accompagner les CTD à la promotion d'une économie locale prospère et inclusive.

Dans cette perspective et afin d'asseoir sa stratégie d'accompagnement des CTD dans la promotion des actions de développement rural ayant un impact certain sur le standard de vie de nos concitoyens touchés par les effets des différentes crises (alimentaires, climatiques, sécuritaires, sanitaires etc.), l'institution voudrait solliciter l'expertise d'un Cabinet pour l'appuyer dans la formulation des modalités d'une assistance durable, de coopération et de partenariat, en vue de promouvoir les projets communaux adressant les défis communautaires et renforcer les résultats économiques du secteur primaire local.

L'objectif général de la présente étude est d'apporter un soutien durable à la valorisation du secteur agro-pastoral.

II. Objectif de la prestation

De manière spécifique, cette étude devra permettre de :

- Disposer d'un cadre de partenariat entre le FEICOM et les Collectivités Territoriales Décentralisées en soutien aux communautés locales et d'autres entités, dans la valorisation du secteur agro-pastoral ;
- Définir et circonscrire les secteurs prioritaires et les mécanismes d'intervention des acteurs;
- Doter les CTD de leviers de développement des chaînes de valeur dans le secteur agro-pastoral.

III. Durée de la prestation

La prestation prévue pour une durée de quatre (04) mois (délais de validation des différents livrables non compris).

IV. Consistance des prestations

Elles consisteront à élaborer :

- a) le cadre de partenariat et d'intervention entre le FEICOM et les CTD pour appuyer les Communautés locales dans le développement des chaînes de valeur ;
- b) la stratégie et la méthodologie d'intervention du FEICOM dans le secteur primaire local ;
- c) la cartographie des bailleurs.

V. Livrables

Plusieurs livrables sont attendus du Cabinet retenu, à savoir :

- a) Le Rapport initial ;
- b) L'Etude d'évaluation du dispositif de financement des projets dans le monde rural au Cameroun, assorti de pistes d'amélioration ;
- c) La Stratégie et la méthodologie d'intervention dans le secteur primaire local (agriculture, élevage, pisciculture), donnant une place de choix aux initiatives des Communautés et des familles et précisant les modalités de partenariats entre les acteurs.

Un atelier de présentation et de validation des résultats de l'étude aura lieu au mois de novembre 2023 en présence des acteurs et partenaires cibles.

VI. METHODOLOGIE ET/OU APPROCHE

. La prestation est encadrée par un Comité de Pilotage Interministériel présidé par le Directeur Général du FEICOM, assisté par un Secrétariat technique. Il tient lieu de comité de recette technique.

VII. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE DU CABINET

Le Cabinet devrait disposer d'une équipe de consultants répondant aux profils ci-dessous :

Le Consultant Principal

Il doit avoir :

- Un diplôme universitaire de troisième cycle (Bac + 5 au minimum) en économie de développement, planification territoriale, agroéconomie, sciences sociales ou tout autre domaine connexe jugé pertinent ;

- Une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans dans la formulation / mise en œuvre et l'évaluation des programmes de développement ;
- Une expérience d'au moins sept (07) ans dans le suivi des projets dans le monde rural ;
- une bonne connaissance de la décentralisation et du développement local au Cameroun et des appuis institutionnels en faveur du secteur agropastoral ;
- une bonne connaissance du Développement Economique Local ;
- une parfaite maîtrise du français et/ou de l'anglais.

Les Consultants associés **Ingénieur agroéconomiste**

- BAC + 5 en agronomie avec une expérience d'au moins dix (10) ans dans l'accompagnement du développement et de la structuration des filières ainsi que l'appui à la production agricole, la gestion des projets, le conseil aux exploitations agricoles familiales et aux organisations paysannes. Il devra justifier de compétences en gestion de projets (planification, budgétisation, management), et d'une expérience de travail avec des animateurs de terrain (encadrement, accompagnement technique, formation) ;
- une parfaite maîtrise du français et/ou de l'anglais.

Expert financier :

- BAC + 5 en finance, avec une expérience d'au moins 10 ans en ingénierie financière, notamment dans la conception des mécanismes de financement des filières agricoles, la collaboration avec les banques de développement, la création de nouveaux produits bancaires, le déploiement dans de nouveaux secteurs ;
- justifier d'une bonne connaissance des procédures des bailleurs de fonds internationaux ;
- avoir une bonne connaissance des mécanismes de financements des activités communautaires.

Juriste :

- BAC + 5 en droit ayant une expérience d'au moins dix (10) ans dans le conseil juridique au sein d'organisations communautaires (GIC, GIE, Coopératives) ;
- Avoir des compétences en matière de rédaction et de supervision d'actes juridiques tels que les conventions, les statuts, les baux ruraux, la gestion foncière et domaniale.

En tout état de cause, la complémentarité des profils doit être recherchée notamment en termes de disciplines ou de spécialisations de manière à couvrir efficacement l'ensemble des thématiques à traiter. Pour chaque Cabinet, une connaissance du Cameroun, en particulier des zones rurales et des langues nationales est un atout. Les expériences et compétences citées devront être justifiées.

VIII- CRITERES DE QUALIFICATION OU D'EVALUATION

VIII.1 critères éliminatoires :

- a) Dossier administratif resté incomplet ou non conforme 48 H après l'ouverture des plis ;
- b) Note technique inférieure à 70% ;
- c) Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- d) Présence d'un CV d'un même expert dans plusieurs dossiers ;

VIII.2 Critères essentiels :

- a) Présentation générale de l'offre ;
- b) Références du Cabinet pour des missions similaires ;
- c) Références du personnel clé ;
- d) Composition de l'équipe ;
- e) Moyens logistiques.

IX- DOSSIERS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Pour le Dossier Administratif, les pièces administratives suivantes sont requises :

- Une lettre de manifestation d'intérêt timbrée ;
- Un Certificat de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- Une copie de l'attestation d'immatriculation timbrée ;
- Une expédition des actes constitutifs du Cabinet ou une copie légalisée de l'inscription au Registre de commerce et du Crédit Mobilier ;
- Une attestation de non redevance timbrée ;
- Un plan de localisation signé sur l'honneur précisant la commune du lieu de l'établissement, la dénomination du quartier et le lieu-dit ;
- Une attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège social de l'Entreprise ;
- Une attestation de soumission délivrée par la CNPS ;
- Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire
- Une attestation de soumission CNPS.

** NB : Toutes les pièces fiscales devront être datées de moins de trois (05) mois.*

Pour le Dossier Technique, les documents ci-dessous doivent être produits :

- a) Chaque Cabinet fournira :
- ✓ Un dossier de références techniques présentant les références d'au moins une (01) activité similaire réalisée au cours des dix (10) dernières années ;
- ✓ Une note présentant l'organisation de l'équipe comportant diverses compétences telles que déclinées plus haut.
- ✓ La copie certifiée du diplôme le plus élevé de chaque expert, l'attestation de la présentation de l'original dudit diplôme, l'attestation de disponibilité, le CV daté et signé de chaque expert et les justificatifs de participation à des missions similaires ;

Grille d'évaluation

Critères d'évaluation	Répartition	Points	
		Nombre	Sous total
Références du Cabinet	Expérience dans les prestations similaires (1 projet)	05 pts	40 pts
	Expérience du Chef de mission (au moins 10 ans pour ce type d'activité)	10pts	
	Diversification des compétences au sein du cabinet (05 spécialisations et 5 pts par spécialisation)	25 pts	
Compétence et capacité du personnel présenté par le Cabinet	Formation spécifique adéquate des experts par rapport à la mission 5 pts par expert	25 pts	45 pts
	Diplôme certifié conforme par une autorité+ CV (1. pt par p.a bien présenté)	05 pts	
	Adéquation des références des experts avec la mission (03 références)	15 pts	
Moyens logistiques	matériels informatiques et imprimantes	05 pts	5 pts
Présentation du Dossier	Respect de l'ordre d'apparition des critères d'évaluation	5 pts	10 pts

	Insertion du sommaire et intercalaire en couleur	3pts	
	Présentation générale de l'offre	2 pts	

X.FINANCEMENT

Les prestations objet du présent Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt seront financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale, Exercice 2023.

XI. MENTION A INSCRIRE :

Les dossiers de manifestation d'intérêt devront parvenir en six (06) exemplaires en français ou en anglais, sous pli fermé, à l'adresse ci-après, au plus tard le ~~10.6.2023~~ **14 SEPT 2023** à 10 heures, avec la mention suivante :

« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°012./ASMI/FEICOM/CIPMI/ 2023
DU 8 SEPT 2023 POUR LA PREQUALIFICATION DES CABINETS CHARGES DE DEFINIR UN CADRE DE
 COOPERATION ENTRE LE FEICOM ET LES COLLECTIVITES TERRITORIALES DECENTRALISEES
 (CTD) POUR LA VALORISATION DU SECTEUR AGRO-PASTORAL
 ».

XII- Adresse de dépôt des candidatures et renseignements complémentaires :

DIRECTION GENERALE DU FEICOM
 Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité
 (Service des Marchés et Approvisionnements), Porte 11, Poste 217
 Quartier Mimboman
 BP 718 Yaoundé, FEICOM Rue 4.565, Mimboman Yde 4^{ème}
 Cameroun
 Tel (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

Ampliations :

- MINMAP ATRC;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- AFFICHAGE (pour information) ;
- Chronos/Archives.

Yaoundé, le **14 SEPT 2023**



Directeur Général du FEICOM,

Philippe Camille Akoa
 MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN
AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
SECRET

CENTRE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS DU CENTRE

COURRIER N° 1637
19 SEPT 2023



ISO 9001/14001 CERTIFIED

SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

HEAD OFFICE

"CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST No. 12...ASMI/FEICOM/DG/2023 OF 18 Sept 2023
FOR THE PREQUALIFICATION OF CONSULTANCY FIRMS TO BE COMMISSIONED TO DEFINE A
PARTNERSHIP FRAMEWORK BETWEEN FEICOM AND REGIONAL AND LOCAL AUTHORITIES (RLAs)
FOR THE DEVELOPMENT OF THE AGRO-PASTORAL SECTOR

1-BACKGROUND AND RATIONALE

In Cameroon, public authorities have always shown particular interest in the development of rural areas and the agro-pastoral sector. The five-year development plans that were adopted and implemented during the period from 1960 to 1990 eloquently testify to the commitment of the State of Cameroon to transform the rural sector into a pillar of its development.

This demonstrated and ongoing willingness takes into account the fact that this sector occupies 70% of the Cameroonian population and contributes 25% of the country's GDP. In the light of the foregoing, several policies and strategies have been formulated in the areas of agriculture, livestock husbandry, fisheries, forestry and the environment, with the aim of consolidating food self-sufficiency, diversifying sources of foreign exchange earnings and contributing to the growth of other sectors. At the same time, the development of the rural sector shall create jobs, slow down rural exodus, ensure income redistribution through the sale of production and limit imports, while strengthening Cameroon's agro-pastoral leadership in the CEMAC zone.

These policies and strategies have generated mixed results. Indeed, the primary sector is slow to take off. In this respect, we can mention the vulnerability of rural areas to natural phenomena such as climate change, the persistence of archaic cultivation techniques and methods especially with the age-old recourse to mixed cropping and slash and burn shifting cultivation, which impoverishes the soil, use of unskilled family workforce, lack of funding and the ageing of the population and plantations.

Nevertheless, the Government is working relentlessly by striving to learn from past experiences and to continue proposing policies to strengthen the sector. These new policies mainly emerge from the various strategic frameworks of government action. In simple terms, the aim of the NDS30 is to modernise agricultural farm enterprises by finding ways and means of satisfying the demand generated by the agro-industrial sector.

Still within the framework of the NDS30, the targeted objective will be achieved by the creation of priority sectors such as rice, maize, cocoa, coffee, cotton, sugar, oil palm, rubber, bananas, plantains, milk, wood and cashew nuts, which enter directly into the processing industries and earn foreign currency.

On the other hand, attention will also be paid to food crops such as sorghum, Irish potatoes, fish and honey, which are consumed by the Cameroonian population and can also be exported to the sub-regional market.

The NDS30 also aims to boost niche agro-pastoral products such as Penja pepper, Okou honey, organic farming and non-woody products. The development of fish breeding centres, fish ponds and water reservoirs is also envisaged. Actions will also be taken to prepare the transition to agricultural mechanisation. In order to strengthen the primary sector within the context of decentralisation, whose deepening and acceleration are regularly prescribed in political speeches, the State is counting on the Regional and Local Authorities (RLAs) and their main support institution, which is the Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM).

Indeed, the provisions of Law No. 2019/024 of 24 December 2019 to institute the General Code of Regional and Local Authorities and those of Decree No. 2018/635 of 31 October 2018 on the reorganisation of FEICOM, are unequivocal to this effect. In the case of RLAs, article 156 of the said General Code, gives them powers in the promotion of agricultural, pastoral, handicraft and fishery

production activities that are within the Council's interests. According to Section 267 of the same Code, the same powers have also been devolved to the Regions. Within this framework, the development and maintenance of infrastructure shall remain the responsibility of the State.

With regard to FEICOM, its main mission is to contribute to the harmonious development of all the Regional and Local Authorities based on national solidarity and inter-regional and inter-council balance. In fact, FEICOM's vision for 2025, entitled "contribute to make Regional and Local Authorities a better place", fully integrates the government's orientations as stated in the NDS30. As a result, the "sustainable financing of Regional and Local Authorities" figure prominently amongst the priority objectives defined in the FEICOM strategy document.

The financial assistance that FEICOM has been granting to the RLAs for decades has been translated on the ground into buildings housing municipal services, water supply networks providing drinking water to our fellow citizens, school and health infrastructures used to offer quality education and health care to the youthful and growing population, commercial spaces that facilitate the supply of foodstuffs and basic commodities, roads and crossing infrastructures making mobility less painful. The interventions of this forty-year-old institution have covered all the powers devolved to the Councils by the State. Furthermore, this institution has developed financial products used to support local economic growth. It has also supported initiatives aimed at developing some value chains. These include the Mbalmayo Council agro-industrial complex which allows for the local production and processing of cocoa, as well as the Doumantang Council aquaculture complex. To find a global solution for the economic take-off of the Councils, the institution has formulated an ambitious Programme for the Development of Council Projects in the Agro-pastoral and fish farming sectors following an economic mission carried out in Israel in 2017. The implementation of this programme in the 17 pilot municipalities turned out to be difficult due to the very high costs of the services to be provided and the complexity of the proposed business model.

In order to support the economic action of the Councils defined by the General Code of RLAs, FEICOM formulated in 2020 the Programme for the Promotion of Sustainable Local Economic Development (PRODELD), whose general objective is to support RLAs in the promotion of a prosperous and inclusive local economy.

In the same vein, and in order to establish its strategy of supporting RLAs in the promotion of rural development actions that will have a sure impact on the living conditions of our fellow citizens affected by various crises (food, climate, security, health, etc.), the institution intends to seek the expertise of a consultancy firm to provide assistance in the formulation of a sustainable assistance, co-operation and partnership strategy, with a view to promoting Council projects that address community challenges and strengthen the economic results of the local primary sector.

The overall objective of this study is to provide sustainable support for the development of the agro-pastoral sector.

II. Objective of the assignment

The specific objectives of the study are to:

- establish a partnership framework between FEICOM and the Regional and Local Authorities to support local communities and other entities in developing the agro-pastoral sector;
- Define and identify the priority sectors and the mechanisms for stakeholder intervention;
- Provide RLAs with levers for developing value chains in the agro-pastoral sector.

III. Duration of the assignment

The service shall last for four (04) months (not including the time needed to validate the various deliverables).

IV. Nature of services.

They shall involve developing:

- a) the partnership and intervention framework between FEICOM and RLAs that will be used to support local communities in the development of agro-pastoral value chains;
- b) FEICOM's intervention strategy and methodology in the local primary sector;
- c) the mapping of donors.

V. Deliverables

Several deliverables are expected from the selected consultancy firm, namely:

- a) The initial report;
- b) The evaluation study of the financing device for projects in the rural areas in Cameroon, alongside suggestions for improvement;
- c) FEICOM's intervention strategy and methodology for the local primary sector (agriculture, livestock, fish farming), giving the pride of place to community and family initiatives and specifying the terms and conditions of partnership between the actors.

A workshop to present and validate the results of the study will be organised in November 2023 and shall be attended by the targeted stakeholders and partners

VI. METHODOLOGY AND/OR APPROACH

. The delivery of the service shall be supervised by an Interministerial Steering Committee chaired by the General Manager of FEICOM, assisted by a Technical Secretariat. It shall act as the technical acceptance committee.

VII. QUALIFICATIONS AND EXPERIENCE OF THE CONSULTANCY FIRM

The consultancy firm should have a team of consultants with the following profiles

The Lead Consultant

He/she should be a holder of:

- A post-graduate diploma (at least GCE A//L + 5 years of studies) in development economics, territorial planning, agro-economics, social sciences or any other related field deemed relevant;
- At least ten (10) years of professional experience in the formulation/implementation and evaluation of development programmes;
- At least seven (07) years of experience in the monitoring of projects in rural areas;
- A good knowledge of decentralisation and local development in Cameroon and institutional support for the agro-pastoral sector
- A good knowledge of local economic development;
- Have a perfect command of French and/or English.

Associated consultants

Agro-economics engineer

- GCE A/L + 5 years of studies in agronomy with at least ten (10) years of experience in supporting the development and structuring of value chains as well as in supporting agricultural production, hydro-agricultural developments, maintenance / management / servicing, project management, counselling to family farm enterprises and farmers' organizations. He/she should have seasoned skills in project management (planning, budgeting, management), and a working experience with field facilitators (coaching, technical follow-up, training);
- Have a perfect command of the French and/or English language.

Financial expert:

- GCE A/L + 5 years of studies in finance, with at least 10 years' experience in financial engineering, particularly in the design of financing mechanisms for agricultural sectors, collaboration with development banks, creation of new banking products, deployment in new sectors;
- He/she should have a good knowledge of international donor procedures;
- He/she should have a good knowledge of the financing mechanisms of community activities.

Legal expert

- GCE A/L + 5 years of studies in law with at least ten (10) years' experience in legal counselling within community organisations (CIG, EIG, Cooperative societies);
- Have skills in drafting and supervising legal deeds such as agreements, statutes, rural leases, land and property management.

In any case, the complementarity of the profiles should be sought, particularly in terms of disciplines or specialisations, so as to effectively cover all the issues to be dealt with. For each Consultancy firm, a knowledge of Cameroon, in particular of rural areas and national languages shall be an asset. The above-mentioned experiences and skills should be justified.

VIII- QUALIFICATION OR EVALUATION CRITERIA

VIII.1 Elimination criteria:

- a) The administrative file remains incomplete or non-compliant 48 hours after the opening of bids;
- b) Technical score below 70%;
- c) False declaration or forged documents;
- d) Presence of the CV of the same expert in several files.

VIII.2 Essential criteria:

- a) General presentation of the bid;
- b) References of the Cabinet for similar assignments;
- c) References of key personnel
- d) Composition of the team
- e) Logistics

IX- ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL FILES

For the administrative file, the following administrative documents are required:

- A stamped letter of expression of interest;
- An attestation of non-exclusion from public contracts issued by ARMP;

- A copy of the stamped certificate of registration;
- A copy of the constituent documents of the consultancy firm or a legalised copy of the registration in the Trade and Personal Property Credit Register;
- A stamped tax clearance certificate;
- A location map signed on honour specifying the municipality of the place of establishment, the name of the neighbourhood and the locality;
- A certificate of non-bankruptcy issued by the Court Registry of the place where the Company's head office is located;
- A certificate of submission issued by NSIF
- An Attestation of bank account of the bidder
- A certificate of payment of NSIF dues.

**NB: All tax documents must have been issued within the last three (03) months.*

For the Technical File, the following documents should be provided:

- a) Each consultancy firm should provide:
- ✓ A file of technical references presenting the references of at least one (01) similar assignment carried out in the last ten (10) years;
 - ✓ A write-up presenting the organisation of the team including various skills as spelt out above.
 - ✓ The certified copy of the highest diploma of each expert, the attestation of presentation of the original of the said diploma, the attestation of availability, the dated and signed CV of each expert and proof of participation in similar missions;

Evaluation grid

Evaluation criteria	Distribution	Points	
		Number	Sub-total
References of the consultancy firm	Experience in similar services (1 project)	05 points	40 points
	Experience of the Team Leader (at least 10 years in this type of activity)	10 points	
	Diversification of skills within the auditing firm (05 specialisations and 5 points per specialisation)	25 points	
Skills and aptitudes of the staff presented by the firm	Specific training of experts in relation to the mission 5 points per expert	25 points	45 points
	Diploma certified by an authority + CV (1. point for each properly presented diploma and CV)	05 points	
	Adequacy of the experts' references with respect to the mission (03 references)	15 points	
Logistics	Computer equipment and printers	05 points	5 points
Presentation of the file	Respect of the order of appearance of the evaluation criteria	5 points	10 points
	Inserting the table of contents and coloured dividers	3 points	
	General presentation of the bid	2 points	

X. FUNDING

The services covered by this Call for the expression of Interest will be financed by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance for the 2023 fiscal year and follow.

XI. WORDING TO INCLUDE:

Seven (07) copies of the expression of interest files in French or in English, must be received in a sealed envelope at the address below, no later than 10:00 a.m. on 16 Sept 2023, with the following wording:

"CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST No. 012 /ASMI/FEICOM/DG/2023 OF
18 Sept 2023..... FOR THE PREQUALIFICATION OF CONSULTANCY FIRMS TO BE
COMMISSIONED TO DEFINE A COOPERATION FRAMEWORK BETWEEN FEICOM AND REGIONAL
AND LOCAL AUTHORITIES (RLAs) FOR THE DEVELOPMENT OF THE AGRO-PASTORAL SECTOR
".

XII- Address for submitting applications and for further information:

FEICOM HEAD OFFICE

Financial Resource Mobilisation, Expenditures and Accounting Department (DMRFDC), Procurement
and Supplies Service (SMA), Room 11, Extension 217

Mimboman neighbourhood,

P. O. Box 718 Yaounde, FEICOM Street 4.565 Yaoundé IV

Cameroon

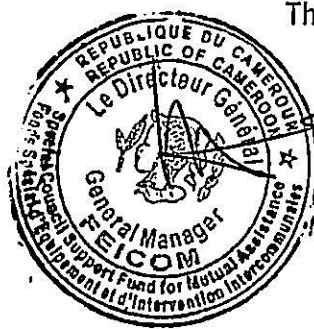
Tel (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

Copies:

- MINMAP ATCR;
- ARMP (for publication and archiving);
- Notice board (for information);
- Files/Archives.

Yaoundé, on 15 SEPT 2023

The General Manager of FEICOM,



Philippe Camille Akoa
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE